

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/2 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.2.63389

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

kaum etwas von ihrem außerordentlichen Wert. Die im Text auftretenden Personen werden bei ihrer ersten Nennung im Kapitel in den Anmerkungen identifiziert, ebenso die Verträge, bisweilen auch Begriffe und Sachverhalte, die oft entstellten Ortsnamen leider nicht. Die bibliographischen Angaben, die mit wenigen Ausnahmen den Forschungsstand der 1980er Jahre widerspiegeln, hätten um neuere Publikationen ergänzt werden können. Eine Bibliographie und ein Register fehlen.

Einige Bemerkungen zur Kommentierung: Der »feu Prince de Lichtenstein« (S. 20) wird richtig mit dem 1658 verstorbenen Fürsten Gundakar identifiziert, aber ohne daß der Widerspruch zur Quelle erläutert würde; in den Anmerkungen zu den Seiten 91, 95 und 98 wird wiederholt behauptet, Pfalzgraf Karl Ludwig sei 1648 in »die Pfalz restituiert« worden, tatsächlich handelte es sich jedoch nur um die Unterpfalz; Anmerkung 1, Seite 211, ist falsch: gemeint ist tatsächlich der Direktor des Geheimen Rates, Eggenberg, nicht der Reichshofratspräsident Fürstenberg. Insgesamt handelt es sich, dieser Einwände ungeachtet, um eine solide gearbeitete Edition einer herausragenden Quelle für das französische Deutschlandbild um 1630.

Guido BRAUN, Paris

Die französischen Korrespondenzen. Bd. 5, Teil 1: 1646–1647, Teil 2: 1647. Bearbeitet von Guido BRAUN unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY und Achim TRÖSTER, unter Mithilfe von Antje OSCHMANN am Register, Münster (Aschendorff) 2002, CLXXXI–1891 p. (Acta Pacis Westphalicae. Serie II Abt. B).

Guido Braun nous donne, avec la collaboration de plusieurs autres chercheurs, deux volumes totalisant 1891 pages qui constituent la suite de la publication de la correspondance de la délégation française au congrès de Westphalie. Les volumes 5/1 et 5/2 couvrent la période allant du 24 novembre 1646 au 24 juin 1647, soit un peu moins d'une année, au cours de laquelle la diplomatie française dut faire face à de grosses difficultés. Cet ouvrage s'inscrit dans l'impressionnante publication des »Acta Pacis Westphalicae« en 40 volumes entreprise par l'éditeur Aschendorff de Münster en Westphalie. Il représente la suite du travail publié en 1999 par Mme Tischer (»Die französischen Korrespondenzen«, t. 4, 1 vol., 975 p.), qui couvrait la période du 9 juin au 23 novembre 1646.

Guido Braun, par sa connaissance approfondie de la langue française du XVII^e siècle, était particulièrement qualifié pour une telle tâche et la richesse des notes rédigées en allemand contribue à éclairer un texte qui atteint vraiment une dimension européenne. Cette correspondance est essentielle pour comprendre la position de la Cour de France sur la scène européenne à la veille de la signature de la paix de Westphalie. Mais l'éditeur principal n'est pas seulement un érudit fort savant et fort éclairé, il se révèle également un excellent historien des relations internationales. En effet sa longue introduction (p. LXI–CLXXXI), conforme aux meilleures traditions de la collection, nous donne un aperçu synthétique d'une situation pourtant fort complexe. Il montre dans ces 110 pages le chemin laborieux parcouru par les diplomates français (essentiellement le duc de Longueville, le comte d'Avaux et Abel Servien). Contrairement à ce que montrait l'historiographie traditionnelle, la diplomatie française traversa, en 1646–1647, une crise dans ses relations avec ses principaux alliés, qui compromit sérieusement la réalisation des objectifs politiques et militaires de Mazarin. En effet, durant la période considérée, le principal souci de ce dernier fut d'éviter la décomposition du système d'alliance français. C'est pourquoi, tandis que le chef de la délégation française au congrès de Westphalie, le duc de Longueville, poursuivait seul, à Münster, les négociations avec le véritable adversaire de la France, la monarchie d'Espagne, les autres plénipotentiaires furent envoyés, de janvier à avril 1647 à Osnabrück et à La Haye, pour s'assurer l'appui de la Suède et des États-Généraux des Provinces-Unies.

D'une manière générale, la conception historiographique qui sous-tendait jusqu'alors l'analyse des négociations de Westphalie était assez simpliste mais la publication de Guido Braun montre bien que les négociations de cette période ne se ramenèrent pas à l'antagonisme entre les branches allemandes et espagnoles de la maison d'Autriche d'une part, la France et ses alliés (Suède, Provinces-Unies et princes protestants allemands) d'autre part. En réalité, les principaux alliés de la France, la Suède et les Provinces-Unies) étaient profondément divisés entre un parti de la guerre et un parti de la paix. La situation était particulièrement compliquée aux Provinces-Unies, dont les intérêts étaient de moins en moins compatibles avec ceux du Roi Très Chrétien. La position militaire de la Suède dans l'Empire faisait craindre aux Allemands mais aussi aux Français, l'établissement d'une hégémonie suédoise en Allemagne, ce qui aggrava les tensions avec la Cour de France. Or de la fidélité de ces deux alliés dépendait l'issue du Congrès tout entier.

La situation à l'automne 1646 est très révélatrice des enjeux de celui-ci. En effet à la fin du mois de novembre 1646, les États-Généraux des Pays-Bas, sans tenir compte de leur alliance avec la France décidèrent de conclure la paix avec l'Espagne. Cette volte-face (pour ne pas dire cette trahison) des Provinces-Unies préoccupa évidemment la diplomatie française, au point d'envoyer Servien à La Haye. Mazarin supposait, non sans raison, que le but des Espagnols était de séparer les États-Généraux de la France, et que les Néerlandais étaient prêts à négliger les intérêts de leur allié pour obtenir eux-mêmes de meilleures conditions dans leur traité de paix avec l'Espagne. L'enjeu était si important que Servien quitta Münster pour se rendre à La Haye en 1647 mais sa mission fut un échec face à l'hostilité des Hollandais. Le traité de garantie du 29 juillet 1647 ne devait jamais entrer en vigueur.

D'autre part, en 1647 la position militaire de la France était sérieusement affaiblie par rapport à celle de la campagne précédente. D'abord la levée du siège de Lérida, en novembre 1646 avait marqué un coup d'arrêt dans la conquête de la Catalogne; ensuite l'appui des troupes néerlandaises faisait défaut et l'armée espagnole pouvait concentrer ses forces sur la frontière méridionale des Pays-Bas, puisque les Provinces-Unies avaient pratiquement cessé les hostilités avec l'Espagne; enfin l'armée de Turenne, qui refusa de marcher sur le Luxembourg et qui finit par se mutiner, priva la France de l'avantage que lui procurait l'armistice signé à Ulm avec Maximilien de Bavière. Pendant la campagne de 1647, la France se trouva sur la défensive sur pratiquement tous les théâtres d'opérations (Catalogne, Italie et Flandre). Cependant, contrairement aux craintes de Mazarin, la catastrophe militaire fut évitée, malgré la perte de certaines positions.

Enfin Guido Braun rappelle qu'en 1646-1647, aux difficultés militaires s'ajoutèrent des divergences importantes au sein de la délégation française, tant à l'égard des alliés de la France qu'envers ses ennemis. Servien se montrait plus intransigeant que ses collègues, parce qu'il dépendait entièrement de Mazarin, qu'il avait un caractère plus impulsif et que ses conceptions politiques divergeaient de celles du duc de Longueville et du comte d'Avaux. Or, la répartition entre trois lieux de négociation permettait à ces derniers de mener une politique indépendante de Paris; à cela s'ajoutait des problèmes de communication entre les ambassadeurs et Mazarin. Mais, si à Paris on manquait d'objectifs politiques clairs, Servien l'emporta finalement.

Les négociations avec l'Espagne connurent une crise durant l'hiver 1646-1647, après la signature de l'accord provisoire entre les plénipotentiaires espagnols et leurs homologues néerlandais le 8 janvier 1647. Les négociations franco-espagnoles achoppèrent sur le problème du Portugal, et notamment sur le droit revendiqué par le Roi Très Chrétien d'assister son allié après la conclusion de la paix. Or ces prétentions constituaient un obstacle insurmontable, car l'Espagne ne voulant pas céder dans ces questions qui concernaient la péninsule Ibérique alors que le roi de Portugal demeurait un simple sujet rebelle aux yeux de Philippe IV.

En revanche, les négociations avec les Impériaux semblaient réglées, car si l'accord provisoire du 13 septembre 1646 n'avait aucune valeur juridique, il n'en constituait pas moins la

base d'un futur accommodement entre la France et l'Empereur. Le projet de traité de paix présenté par Trauttmansdorff à Münster en juin 1647 mit fin à l'espoir de coopération même limitée entre les Français et les Impériaux qui était né au cours du printemps 1647. Pendant toute cette période, il n'y eut les négociations entre Français et Impériaux qui ne négociaient que par l'intermédiaire des deux médiateurs, le Nonce Chigi et l'ambassadeur vénitien Contarini, même si, durant leur séjour à Osnabrück, d'Avaux et Trauttmansdorff entretenirent des relations personnelles. Quand Trauttmansdorff retourna à Münster, alors que les Français attendaient de lui qu'il employât son autorité sur les Espagnols pour accélérer les négociations franco-espagnoles, des problèmes ressurgirent entre les Français et les Impériaux sur la cession des Trois-Évêchés et de l'Alsace. Le 1^{er} juin 1647, la Cour donna effectivement l'ordre de ne pas se départir du compromis trouvé en septembre 1646. Le deuxième problème dans les négociations franco-impériales de mai et juin 1647 fut celui de la garantie de la paix (en latin *assecuratio pacis*) et en pratique l'assistance que l'Empereur pourrait donner à l'Espagne après la signature de la paix franco-impériale. La France voulait interdire à l'Empereur de donner toute assistance, en qualité d'Empereur, ou en qualité de prince d'Empire, mais non seulement les Impériaux s'y opposaient farouchement, mais aussi les médiateurs et les Suédois poussaient les Français à ne pas faire autant de difficultés et d'en venir à la conclusion de la paix. C'étaient les Français qui à leur tour ralentissaient la bonne marche des négociations.

En ce qui concerne les relations avec la Suède, depuis l'été 1646 l'opinion commune des Français était que Johan Oxenstierna, qui se montrait intransigeant dans les négociations, suivait les ordres secrets de son père, le chancelier Axel Oxenstierna. En revanche, on supposait que la reine Christine voulait sincèrement la paix, témoin les dépêches de Chanut, envoyé français à Stockholm. Les Français cherchaient par conséquent à soutenir la faction de la paix, dirigée par le maréchal Jacob de La Gardie, et représentée à Osnabrück par le plénipotentiaire Salvius. Cette ligne de conduite avait été suggérée par Servien en septembre et octobre 1646, et Mazarin l'avait finalement adoptée. Or, en janvier 1647, le comte d'Avaux prit la direction des négociations avec les Suédois. Pour autant, Servien, à partir de La Haye, continua de préconiser la modération vis-à-vis des Suédois et des Protestants, arguant que l'Empereur et l'Espagne profiteraient au détriment de la France d'une critique plus nuancée à l'égard de son allié. Par contre, d'Avaux considérait que la France devait mener nécessairement une politique favorable aux Impériaux et aux Catholiques pour faire barrage à une éventuelle hégémonie suédoise dans l'Empire. Les divergences entre Servien et d'Avaux reviennent comme un *Leitmotiv* dans leurs dépêches.

À l'automne 1646, la négociation porta sur la «satisfaction» territoriale de la Suède en Allemagne. Elle s'annonçait très difficile à cause du conflit entre le Brandebourg et la Suède au sujet de la Poméranie. Or, Johann Oxenstierna, fils du Chancelier, envisageait une solution qui paraissait dangereuse aux Impériaux et aux Français: au lieu d'annexer la Poméranie, la Suède mettrait la main sur plusieurs principautés ecclésiastiques. D'Avaux intervint d'une part dans les négociations entre les Suédois et les Brandebourgeois, ainsi que dans celles menées entre les Suédois et les Impériaux sur le dédommagement de la Suède; d'autre part il se mêla des pourparlers entre Catholiques et Protestants concernant les questions religieuses. D'un point de vue formel, il est intéressant de noter que d'Avaux décrit minutieusement le fil des négociations et il cite les documents sur lesquels on avait négocié. En réalité ses mémoires et ses lettres sont aussi partiels que ceux de ses collègues, mais il procède d'une manière plus subtile, car le choix des détails qu'il rapporte est destiné à montrer la nécessité de mener une politique religieuse indépendante dans l'Empire. Or d'Avaux ne cache pas son hostilité aux Protestants de l'Empire et son soutien aux Catholiques, contre les ordres qu'il recevait de Paris. D'ailleurs d'Avaux préférait les Impériaux aux Suédois, que Longueville, le secrétaire d'État Brienne et Mazarin jugeaient sévèrement pour leur intransigence. Finalement ils acceptèrent le 18 février 1647 la satisfaction territoriale qui leur

était proposée et qui leur assurait en particulier la possession de la Poméranie occidentale.

Tandis que les négociations d'Osnabrück se concentraient sur les questions religieuses, la France obtint son plus grand succès dans l'Empire à cette période: la conclusion de l'armistice avec la Bavière.

Les documents publiés par Guido Braun montrent que rien n'était encore joué en juillet 1647 au moment du retour de Trauttmansdorff à Vienne et que le succès que la France remporta le 24 octobre 1648 n'était pas encore assurés. Mais ils montrent aussi que la France ne parlait pas d'une seule voix, que Mazarin et Brienne ne savaient pas toujours ce qu'ils voulaient et que la négociation séparée de l'Espagne avec les Provinces-unies a marqué une modification profonde dans le système d'alliance de la France.

De toute façon, comme, la monarchie d'Espagne et la France continuèrent la guerre après le 24 octobre, les traités de Westphalie, représentaient un échec relatif pour tous ceux qui, en France comme en Europe, avaient aspiré à la paix générale. Tout en admettant que la diplomatie française obtint à Münster un succès éclatant, Mazarin et la délégation française ont contribué à ce que le gouvernement n'a pas pu tirer tous les avantages qu'il avait escomptés des victoires des armées françaises. Peut-on aller jusqu'à parler d'une « crise de la diplomatie française » ?

En tout cas, il est souhaitable que la brillante introduction de Guido Braun et la richesse des documents publiés donnent une impulsion nouvelle à la recherche sur la politique étrangère de la France durant la dernière période de la guerre de Trente ans puisque les documents publiés remettent en cause bien des points tenus pour acquis par l'historiographie française.

Jean BÉRENGER, Paris

Gottfried Wilhelm LEIBNIZ, Allgemeiner politischer und historischer Briefwechsel, hg. vom Leibniz-Archiv der Niedersächsischen Landesbibliothek Hannover. 17. Bd.: Mai-Dezember 1699, München (Akademie Verlag) 2001, LIX-834 p. (Gottfried Wilhelm Leibniz. Sämtliche Schriften und Briefe, Erste Reihe 17).

Le dix-septième tome de la Correspondance de Leibniz, édité par Nora GÄDEKE et Gerd VAN DEN HEUVEL, en collaboration avec Malte Ludolf Babin et Reinhart Finster présente les mêmes éminentes qualités formelles que les précédents et frappe, comme eux, par le soin scrupuleux apporté à l'édition des lettres de ce savant universel. Ce dix-septième tome rassemble 430 lettres, dont plus de 340 étaient inédites, en une édition qui remplit pleinement les exigences les plus rigoureuses du travail philologique.

Outre la méticulosité de la composition typographique dans l'édition d'une correspondance que son auteur rédigeait en plusieurs langues, recourant même, parfois, à des schémas mathématiques ou des tableaux phonétiques – reproduits, dans le cas de ces derniers, directement à partir des originaux –, l'apparat critique, savamment élaboré, sans être jamais cryptique, indique les sources comme les variantes. Les commentaires apportés en notes, sans céder jamais à la tentation de la spéculation, apportent les éléments nécessaires à la compréhension des lettres, et ce dans une perspective tant biographique que bibliographique. Et lorsque la clarté l'exigeait, les éditeurs ont fait précéder les lettres d'une courte notice qui en met en lumière le contexte. Les différents index figurant à la fin de l'ouvrage (index nominum qui se double d'une notice biographique claire et concise des différents correspondants de Leibniz, et, enfin, index rerum), ainsi que l'impressionnante bibliographie des sources et des textes critiques exploités par les éditeurs, achèvent de porter à sa perfection le travail d'édition de ce dix-septième tome, tout en livrant au lecteur une aide précieuse pour s'orienter dans cette foisonnante correspondance, reflet des sphères multiples dans lesquelles évoluait Leibniz.